Document généré le 3 juil. 2025 22:08

Francophonies d'Amérique

# Vers une promotion stratégique et communautaire des études postsecondaires chez les Franco-Ontariennes

Dyane Adam et Anita Pelletier

Numéro 2, 1992

Une opération de maillage pour renforcer les liens entre les isolats de langue française

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1004405ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1004405ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1183-2487 (imprimé)
1710-1158 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Adam, D. & Pelletier, A. (1992). Vers une promotion stratégique et communautaire des études postsecondaires chez les Franco-Ontariennes. *Francophonies d'Amérique*, (2), 65–72. https://doi.org/10.7202/1004405ar

Copyright © Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

# VERS UNE PROMOTION STRATÉGIQUE ET COMMUNAUTAIRE DES ÉTUDES POSTSECONDAIRES CHEZ LES FRANCO-ONTARIENNES

Dyane Adam et Anita Pelletier[1]
Université Laurentienne (Sudbury)

Même si le nombre global des francophones qui poursuivent des études postsecondaires tend à augmenter, les Canadiens et Canadiennes d'expression française continuent d'accuser un retard considérable par rapport aux anglophones en ce qui a trait à la participation aux études universitaires. Un fait saillant ressort de l'ensemble des écrits publiés récemment à ce sujet[2] : le taux de participation remarquablement plus faible des francophones s'observe à tous les niveaux de l'éducation, tant au Québec qu'en milieu minoritaire, et persiste en dépit des efforts vigoureux de redressement entrepris au cours des dernières décennies par plusieurs provinces.

Cette situation est le lot commun de la francophonie d'Amérique au delà de toutes frontières provinciales ou particularités régionales. De plus, la femme francophone par son statut doublement minoritaire se retrouve plus que tout autre groupe bonne dernière quant à la scolarisation universitaire. Ce sont les femmes qui ont dépassé la trentaine qui présentent les plus faibles taux de diplômation universitaire[3]. Une étude du *Canadian Congress for Learning Opportunities for Women* (CCLOW) avait signalé, dès 1985, cette situation particulièrement défavorable en matière d'emploi et d'éducation chez les femmes d'âge mûr et francophones[4].

Si ces femmes se distinguent par une participation moindre aux études universitaires, elles se singularisent, en contrepartie, par une forte participation au réseau informel de formation. On les retrouve dans une myriade de cours non crédités, contentes d'échanger entre elles, avides d'apprendre et de partager leurs expériences. Une enquête récente[5], effectuée par le Réseau national Action-Éducation-Femmes auprès de regroupements de femmes vivant en milieu minoritaire, révèle que ces groupes ont offert plus de 340 activités de formation en 1990. Les femmes ont donc trouvé un moyen de répondre, en partie du moins, à leurs besoins d'apprendre,

d'interagir et de se perfectionner et ce, en marge du système formel d'enseignement collégial ou universitaire. Peu d'études ont cherché à préciser les facteurs qui peuvent expliquer cette tendance des femmes francophones à privilégier la formation informelle et non créditée à celle qui est offerte par le système d'éducation formelle.

Edith Smith[6], dans une étude récente, a laissé parler des femmes qui ont effectué un retour aux études. Leurs témoignages ont permis d'identifier des barrières personnelles, institutionnelles et situationnelles expliquant leurs réticences à effectuer un retour aux études formelles. Les méandres administratifs, le jargon universitaire, les travaux et examens, les responsabilités financières et familiales et, en dernière analyse, le manque de confiance en soi et la peur sont autant d'obstacles auxquels est confrontée la femme qui désire poursuivre des études postsecondaires. Comment réussit-elle à vaincre ces difficultés? Quels sont les facteurs qui, par ailleurs, l'aident dans sa démarche? Et quels seraient les mécanismes appropriés pour soutenir les femmes francophones dans leurs efforts de scolarisation? En plus de traiter de ces questions, il faut aussi examiner les besoins particuliers des femmes francophones du nord-est ontarien en matière d'éducation postsecondaire et les moyens à développer pour leur en faciliter l'accès.

Nous croyons que toute intervention qui se veut efficace et pertinente pour promouvoir les études postsecondaires chez la femme francophone doit s'inspirer des vécus de celles qui sont actuellement aux études ou qui les ont complétées. Ce n'est qu'en connaissant les facteurs qui représentent des appuis importants pour la femme en cours d'études et, par ailleurs, certains des obstacles majeurs qu'elle doit franchir pour réussir dans cette démarche, que nous pourrons développer des stratégies efficaces d'interventions. C'est dans cette perspective que le *Collectif des femmes francophones du nord-est ontarien*[7] a piloté une étude visant à identifier les facteurs susceptibles de nuire à la Franco-Ontarienne engagée dans des études supérieures, ou de l'aider.

### *L'enquête*[8]

L'enquête a été réalisée par le biais d'un questionnaire spécialement conçu pour les fins de cette étude et complété par des entrevues individuelles réalisées auprès d'un échantillonnage plus restreint de répondantes. La version finale du questionnaire comprenait 47 questions couvrant les domaines suivants : données démographiques et familiales, antécédents scolaires et expériences acquises, types et expériences d'apprentissage en milieu postsecondaire, besoins personnels et vie sociocommunautaire.

La technique d'échantillonnage utilisée était une combinaison des méthodes « boule de neige » et de référence par personnes clés des communautés-cibles. Pour faire partie de l'échantillonnage, les répondantes devaient correspondre aux critères suivants : 1) résider dans le nord-est on-

tarien; 2) être considérées comme étudiantes adultes âgées d'au moins 23 ans; 3) avoir étudié ou étudier à temps plein ou à temps partiel au collège, à l'université ou en formation de base. Sur les 159 questionnaires distribués par voie postale, 105 ont été retournés dûment remplis, ce qui représente un taux de réponses de 66 %. Les données recueillies ont été analysées au moyen de statistiques descriptives et de tests de signification.

### *Profil socio-éducatif des répondantes*

Si on trace un portrait-robot de la répondante-type, on voit apparaître une femme de 38 ans qui s'identifie comme canadienne-française ou franco-ontarienne et dont le niveau supérieur de scolarisation est la 12e année. Elle est mariée à un col blanc depuis une quinzaine d'années et a deux ou trois enfants qui ont en moyenne 14 ans. Elle travaille et étudie en même temps dans des domaines traditionnellement réservés aux femmes, soit l'éducation (53 %) et le travail de bureau (24 %). Elle est la fille de parents peu scolarisés, la mère travaillant au foyer et le père étant col bleu.

En dépit du fait qu'elle accorde la priorité à la famille, la répondante-type est active à l'extérieur du foyer, que ce soit au travail, dans des associations, des activités bénévoles ou des cours d'intérêt personnel. À ce niveau, la moyenne de cours populaires non crédités déjà suivis par répondante est de 3,4 cours, la plupart dans des domaines liés aux rôles traditionnels de mère ou d'épouse et à prédominance féminine (ex. couture, aérobie, croissance personnelle). Qu'elles soient inscrites à des cours populaires ou à des cours crédités, les raisons qui motivent les femmes sont les mêmes. Le goût d'apprendre et le besoin de se perfectionner au plan personnel prédominent sur les motifs d'ordre économique ou l'avancement professionnel. Ces résultats sont conformes à ceux que Smith[9] a observés auprès d'une population féminine anglophone, de même pour l'enquête menée par Cardinal et Coderre[10] auprès des regroupements de femmes francophones vivant en milieu minoritaire.

### *Barrières et facteurs d'appui à la poursuite d'une formation supérieure*

Cette étude avait principalement pour but d'identifier les facteurs qui nuisent à la démarche des femmes francophones vers une formation supérieure plus poussée, et les facteurs qui lui facilitent la tâche. Les données recueillies ont permis d'établir que les facteurs personnels tiennent une place prépondérante parmi les obstacles majeurs que doit surmonter la femme qui désire entreprendre ou poursuivre des études. Le manque de confiance en soi, le manque de familiarité avec les milieux collégial ou universitaire, le conditionnement social et sexuel propre aux femmes ont tous été identifiés comme nuisant à la poursuite d'études postsecondaires chez la femme francophone du Nord.

Plus précisément, seule une femme sur dix déclarait avoir un parent (mère ou père) qui détenait un diplôme universitaire. La plupart des

répondantes ont grandi dans un milieu familial dépourvu de traditions et de modèles relatifs à la poursuite d'études postsecondaires, voire secondaires. À la lumière de ce fait, il n'est pas étonnant que les répondantes placent au premier rang des facteurs nuisant à la poursuite d'études supérieures le manque de confiance en soi et en ses compétences intellectuelles. Comme elles représentent la première génération de femmes à s'engager dans une telle voie, leur décision entraîne inévitablement des hésitations, des doutes et de l'insécurité devant un territoire inconnu, sans balises évidentes. De plus, le tiers des répondantes déclarent avoir des difficultés avec l'écrit, ce qui contribue à leur insécurité personnelle et risque de gêner leur réussite scolaire.

Un fait important ressort des données en ce qui a trait à l'engagement des répondantes face à leurs études. Même si la plupart cumulent travail et études, la place que réservent les femmes à leurs études demeure toujours subordonnée aux intérêts familiaux, ce qui est conforme à leur conditionnement social traditionnel. Les répondantes évaluent aussi le soutien familial comme étant le plus important dans la poursuite de leurs études. En général, elles se disent bien épaulées moralement par leur conjoint et leurs enfants. Par contre, au niveau du soutien technique tel que le partage des tâches domestiques, l'appui serait moindre. La femme accorde donc d'autant plus d'importance à l'approbation qu'elle peut recevoir de sa famille. Sans cet accord, il devient difficile pour elle d'investir de son temps dans un projet personnel qui entraînera forcément des perturbations au sein de la famille. C'est particulièrement aux niveaux des tâches domestiques, du soin des enfants et de la vie récréative que les répondantes rapportent des ajustements significatifs. Outre un soutien familial adéquat, l'appui financier est jugé par les répondantes comme étant des plus importants. Les services de garde et de transport, l'aide domestique et l'accès à des personnes-ressources ont tous été évalués comme moyennement importants.

Lorsqu'elles sont interrogées sur les principales sources d'appui moral auxquelles elles ont recours pour discuter de problèmes ou de préoccupations reliés à leurs études, les femmes identifient les amies confidentes, les compagnes et compagnons d'études et le corps professoral. D'ailleurs, les trois quarts des répondantes estiment qu'un réseau de soutien pour les femmes francophones aux études serait nécessaire. Les appuis que le réseau devrait apporter sont les suivants : moral (39 réponses), technique (31 réponses), financier (28 réponses) et scolaire (10 réponses).

L'abandon d'un ou des cours peut nous fournir un indice sur la nature des obstacles que les femmes doivent surmonter en cours d'études. Une répondante sur quatre (29 femmes) déclare avoir déjà abandonné un ou plusieurs cours. Sur les 29 répondantes, 23 sont à l'université, 4 au collège et 2 à la formation de base. Bref, le taux d'abandon de cours serait plus de 4 fois supérieur à l'université comparativement au niveau collégial. Les raisons invoquées par les répondantes pour expliquer l'abandon de cours

sont surtout d'ordre personnel tel que le manque d'intérêt ou de motivation, le sentiment d'isolement, une surcharge de travail ou des problèmes de santé. Viennent ensuite, par ordre décroissant d'importance, les problèmes de nature technique comme la difficulté à comprendre le professeur et à rédiger les travaux, les problèmes d'ordre institutionnel, les problèmes familiaux et, en dernier lieu, les problèmes d'ordre financier. Enfin, ces résultats sont conformes aux recommandations faites par les répondantes à toute femme qui souhaite se scolariser davantage. Par ordre de priorité, il faut *se faire confiance* (investir en soi-même, avoir une bonne estime de ses capacités intellectuelles et personnelles), *s'assurer d'un soutien* (familial, moral, financier, technique et scolaire) et *se fixer des objectifs clairs et précis* (orientation, planification de carrière).

### *Ouvrir les portes du postsecondaire : foyers et pistes d'interventions*

Cette enquête a alimenté une réflexion commune auprès des membres du Collectif sur les besoins spécifiques des femmes en ce qui touche la poursuite d'études postsecondaires et a permis d'identifier trois foyers d'interventions possibles : 1°) les femmes elles-mêmes, 2°) les établissements d'enseignement supérieur et 3°) la communauté en général. Au niveau de l'élaboration d'un plan d'interventions, le Collectif ne s'est pas limité à une seule intervention par clientèle-cible. Il a élaboré des pistes d'interventions de telle sorte que la mise en oeuvre du plan d'action s'échelonne sur quelques années et selon la disponibilité du financement.

### *Interventions auprès des femmes elles-mêmes*

Une des interventions que le Collectif poursuit actuellement pour aider les femmes à se familiariser avec le contexte postsecondaire et à le démystifier consiste à organiser, à leur intention, un programme d'initiation aux différents aspects de la vie universitaire. Ce programme-pilote, d'une durée de quatre semaines, permettra aux femmes de vivre une expérience universitaire par l'intermédiaire de diverses activités (cours magistraux, laboratoires, groupes d'études, travail de recherche à la bibliothèque, etc.) dans différents domaines d'études. L'objectif est de stimuler l'intérêt des femmes, de susciter une réflexion sur leur cheminement éducationnel et professionnel et, surtout, d'encourager les femmes à se mesurer sans crainte à de nouvelles situations d'apprentissage intellectuel au niveau universitaire. Ce projet a fait l'objet, récemment, d'une subvention de la part du ministère des Collèges et des Universités de l'Ontario dans le cadre du programme Éduc-Action qui vise à augmenter le taux de participation des francophones à l'enseignement postsecondaire.

Une deuxième piste d'interventions destinée à rehausser l'estime de soi chez les femmes consiste à favoriser la reconnaissance de leurs expériences acquises. Ce dossier est particulièrement important pour les femmes

puisque presque tout leur apprentissage s'est fait à l'extérieur des milieux formels d'enseignement et de travail. L'élaboration du « portfolio » est un moyen privilégié par lequel la femme peut elle-même découvrir et apprécier l'ensemble de ses compétences et, parallèlement, acquérir les stratégies et les arguments nécessaires pour les faire reconnaître formellement, que ce soit au travail, à l'université ou au collège. Comme la démarche du « portfolio » est en soi un exercice de valorisation personnelle, elle représente, dans une perspective de promotion des études supérieures, une préparation des plus pertinentes. Grâce à l'appui financier du Secrétariat d'État et du ministère ontarien du Développement du Nord, le Collectif a déjà offert son premier cours sur la reconnaissance des acquis avec la collaboration de Marthe Sansregret, la chef de file dans ce domaine au Canada français[11].

Une autre stratégie vise à identifier et à faire connaître les femmes francophones de notre communauté qui oeuvrent dans différents secteurs et qui peuvent agir comme personnes-ressources, comme conférencières ou animatrices, bref, comme *modèles-à-imiter* dans leur domaine particulier de compétence. À cette fin, le Collectif a publié le premier répertoire des femmes francophones du nord-est ontarien en 1990[12].

On planifie également la conception et la création d'un document audiovisuel. En se basant sur des témoignages de femmes qui ont embrassé avec succès diverses carrières, ce document audiovisuel cherchera d'abord à encourager les femmes à s'identifier à ces modèles de réussite issus de leur propre milieu et à poursuivre des voies semblables. La présentation d'un tel document à un groupe sera un outil précieux pour favoriser les discussions et les échanges face à cette importante question et contribuera à établir des réseaux d'appui entre les femmes. Tel qu'on l'a démontré dans l'étude, les femmes estiment que l'accès à un réseau de soutien est un facteur important dans la poursuite d'études postsecondaires.

### *Interventions auprès des établissements d'enseignement supérieur*

Il est évident que le Collectif se sent plutôt limité lorsqu'il s'agit d'intervenir auprès d'organismes aussi complexes que les collèges et les universités. Toutefois, comme certaines membres du Collectif oeuvrent au sein de ces établissements, nous disposons de porte-parole auprès de leurs instances décisionnelles. Par exemple, le Collectif se propose d'entreprendre des démarches auprès de l'Université Laurentienne pour organiser conjointement un stage d'orientation de deux ou trois jours en début de session pour accueillir les femmes francophones et leur offrir l'occasion de partager leurs expériences et leurs aspirations personnelles. Un tel stage encouragera la création d'un réseau d'appui entre étudiantes universitaires francophones et facilitera leur séjour en milieu universitaire.

Une autre stratégie envisagée par rapport aux établissements consiste à les sensibiliser face à la reconnaissance des expériences acquises en matière

d'éducation. Les services d'une experte en reconnaissance des acquis ont récemment été retenus pour la planification d'un plan d'interventions destiné spécialement aux administrateurs et administratrices des lieux d'enseignement postsecondaire.

### *Interventions auprès de la collectivité*

Parmi d'autres, une stratégie utilisée pour favoriser l'usage du *Répertoire des femmes francophones du nord-est ontarien* a été le marrainage du programme « Modèles-à-imiter ». Ce projet, promu par la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, implique essentiellement l'identification, la formation et la promotion de femmes de la communauté qui agissent comme mentors ou *modèles-à-imiter* auprès des jeunes étudiantes du primaire et du secondaire.

### *Conclusion*

Sans être exhaustives, ces nombreuses interventions du Collectif, et d'autres encore, visent à affronter certains des obstacles personnels, situationnels et institutionnels qui attendent la femme francophone qui décide de se joindre aux rangs des apprenantes des paliers collégial et universitaire. Ces actions stratégiques visent à ouvrir toutes grandes les portes du postsecondaire aux femmes francophones du Nord et à les y accompagner jusqu'au seuil pour leur en faciliter l'accès.

# NOTES

1. Cette étude n'aurait pas été possible sans la contribution financière du Secrétariat d'État. Les auteures tiennent également à remercier toutes celles qui, à un moment ou à un autre, ont fait partie de l'équipe de recherche : Hélène Lavoie, France Nadeau et les membres du Collectif des femmes francophones du nord-est ontarien. Les critiques, les suggestions et les commentaires apportés par toutes ces personnes ont largement façonné ce projet.

2. i) Gouvernement du Québec, *Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation*, Conseil de l'enseignement supérieur du Québec, 1990. ii) N. Frenette et S. Quazi, *Accessibilité aux études postsecondaires pour les francophones de l'Ontario, 1979-1989*, livre et référence 1990. iii) Roger Bernard, *Le Choc des nombres : dossier statistique sur la francophonie canadienne, 1951-1986*, livre II, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français, 1990.

3. Linda Cardinal et Cécile Coderre, *Des données et des diplômées : la situation des femmes de langue maternelle française vivant à l'extérieur du Québec — un projet national dans le domaine de l'éducation*, rapport n° 2, Ottawa, Réseau national Action-Éducation-Femmes, 1990.

4. Canadian Congress for Learning Opportunities for Women (CCLOW), *Decade of Promise : an Assessment of Canadian Women's Status in Education and Employment, 1976-1985*, Ottawa, Avebury Research and Consulting Ltd, 1986.

5. Linda Cardinal et Cécile Coderre, *Une formation par et pour les femmes*, rapport n° 3, Ottawa, Réseau national Action-Éducation-Femmes, 1991, p. 38.

6. Edith Smith, *The Process as Empowerment : the Case of Female Re-entry Students*, Spirales, Programme en Étude des femmes, Ottawa, Université d'Ottawa, 1991.

7. Le Collectif est un regroupement d'intervenantes issues d'associations féminines et francophones (FFCF, UCFO, COMM-FEMMES, ACFO, AEFO et différents autres organismes), des établissements d'enseignement secondaire et supérieur (l'Université Laurentienne, le Collège Cambrian, le Collège universitaire de Hearst, les écoles secondaires Algonquin, Rayside-Balfour, Hanmer et Contact-Nord) et de la collectivité des femmes provenant de différentes régions du nord-est ontarien. Le Collectif a comme mission d'aider les femmes à se concerter entre elles en matière d'éducation postsecondaire et à se mobiliser autour de la question cruciale de l'avancement de la condition des femmes en Ontario français.

8. Des contraintes d'espace nous empêchent de fournir ici une description détaillée de la méthode utilisée dans la cueillette des données et des résultats obtenus. Le lecteur et la lectrice intéressés à en savoir davantage sur ce sujet sont invités à consulter le rapport intégral de recherche intitulé *Ouvrir les portes du postsecondaire aux Franco-Ontariennes* par Dyane Adam, Hélène Lavoie, France Nadeau, Anita Pelletier, Sudbury, Université Laurentienne, 1990.

9. Edith Smith, *op. cit.*, p. 51.

10. Linda Cardinal et Cécile Coderre, *op. cit.*, 1991, p. 28.

11. Marthe Sansregret, *La Reconnaissance des acquis : principes*, Montréal, Hurtubise H.M.H., 1988.

12. Le Collectif des femmes francophones du nord-est ontarien, *Répertoire des femmes francophones du nord-est ontarien 1990*, Sudbury, 1990.